

勸告

レタル質問書ニ對スル回答ニシテ事務總長ノ受領シタルモノヲ整理シ且本件ヲ審議シタル後左ノ決議及勸告ヲ採擇シタリ

一

既存二条
の約に加入
の勸告

婦人及兒童ノ賣買ノ有效ナル禁止ハ成ルヘク多クノ國ニ於テ共通ノ原則及同様ノ措置ヲ執ルコトニ依リテ促進セラルヘキニ因リ

之カ爲右犯罪行爲ハ各國ノ法律ニ依リ處罰セラルヘキコト肝要ナリト認メラルルニ因リ

千九百四年五月十八日ノ協定及千九百十年五月四日ノ條約ハ右ノ點ニ於テ肝要ナル原則及措置ヲ含ムニ因リ前記協定及條約ヲ成ルヘク完全且一般的ニ適用スルコトハ現在ノ狀態ニ對シテ重要ナル改善ヲ確保スルノ效果有ルヘキニ因リ

本會議ハ國際聯盟理事會ニ對シ

千九百四年五月十八日ノ協定及千九百十年五月四日ノ

présent Acte, les réponses reçues par le Secrétariat au questionnaire adressé le 16 février 1921 aux divers États, et à la suite des délibérations consignées dans les procès-verbaux de ses séances, la Conférence a adopté les résolutions et vœux suivants :

I

La Conférence :

Considérant qu'une répression efficace de la traite des femmes et des enfants serait facilitée par l'adoption, dans le plus grand nombre possible d'États, de principes communs et de mesures semblables ;

Considérant qu'il serait, en particulier, nécessaire, à cet effet, que ces infractions fussent punissables par toutes les législations :

Considérant que l'Arrangement du 18 mai 1904 et la Convention du 4 mai 1910 contiennent les principes et les mesures essentiels en cette matière et qu'une application aussi complète et aussi généralisée que possible de ces Actes serait de nature à apporter un remède sérieux à la situation présente ;

Recommande au Conseil de la Société des Nations :

D'inviter de la façon la plus pressante tous les

(条一七・文化・社会)

條約ヲ未タ批准セス又ハ之ニ加入セサル一切ノ聯盟國及其ノ他ノ國ニ右協定及條約ヲ批准シ又ハ之ニ加入スルノ緊要ナルコトヲ力説セムコトヲ勸告ス

二

本會議ハ人種及種色ノ如何ヲ問ハス婦人及兒童ノ保護ヲ確保セムコトヲ欲シ國際聯盟理事會カ婦人及兒童ノ賣買問題ニ關スル千九百四年五月十八日ノ協定及千九百十年五月四日ノ條約ノ當事國竝未タ右協約及條約ニ加入セサル國ニ對シ其ノ殖民地及屬領ノ爲ニモ加入ヲ爲スヘキ旨ヲ招請セムコトヲ勸告ス

三

本會議ハ國際聯盟理事會カ各國政府ニ對シ千九百十年五月四日ノ條約第一條及第二條ニ定ムル犯罪ノミナラス右犯罪ノ未遂及法規ノ範圍内ニ於テ其ノ豫備ヲモ處罰スルノ規定ヲ設クヘキ旨ヲ要請セムコトヲ勸告ス

四

婦人及兒童賣買禁止條約（一九二一年ノ國際會議最終議定書）

Membres de la Société et les autres Etats qui n'ont pas encore ratifié l'Arrangement du 18 mai 1904 et la Convention du 4 mai 1910, ou qui n'y ont pas adhéré, à donner leur ratification ou leur adhésion à ces Actes.

II

La Conférence, soucieuse d'assurer la protection des femmes et des enfants, quelles que soient leur race et leur couleur, émet le vœu que le Conseil de la Société des Nations veuille bien inviter les États parties contractantes aux Actes des 18 mai 1904 et 4 mai 1910, relatifs à la traite des femmes et des enfants, ainsi que les autres États encore non adhérents à ces Actes, de donner également leur adhésion pour leurs colonies et dépendances.

III

La Conférence émet le vœu que le Conseil de la Société des Nations invite les gouvernements à adopter des prescriptions permettant de punir les tentatives et, dans les limites légales, les actes préparatoires des délits prévus aux articles 1 et 2 de la Convention du 4 mai 1910.

IV

成年令
の延長に
關する勸
告

本會議ハ聯盟理事會カ千九百四年ノ協定及千九百十年ノ條約ノ當事國又ハ之ニ加入セムトスル國ニ對シ千九百十年ノ最終議定書(四)項ニ掲ケタル年齢ヲ滿二十一歳ニ延長シ且右年齢ヲ以テ最低限度(右最低限度ニ付テハ各國ハ更ニ之ヲ高ムルコトヲ勸告セラルルモノトス)ト看做スヘキ旨定ムルコトヲ要請セムコトヲ勸告ス

五

犯罪人引
渡に關す
る勸告

千九百十年五月四日ノ條約第五條ニ關シ本會議ハ右條約第一條及第二條ニ定メタル犯罪ノ處罰ノ爲ニ最有效ナル措置ヲ執ルヘキコトヲ欲スルニ因リ各國カ現行條約ニ於テ犯罪人引渡ヲ規定セサルトキハ前記犯罪ニ付起訴セラレ又ハ有罪ト判決セラレタル者ヲ引渡シ又ハ之カ引渡ヲ準備スル爲其ノ權内ニ在ル一切ノ措置ヲ執ルヘキコトヲ勸告ス

六

移民の出入
國及び入
國問題に
關する勸
告

本會議ハ移民ノ出國及入國問題ニ關シ一切ノ國カ婦人及兒童ノ賣買ヲ防遏スルニ必要ナル行政上及立法上ノ措置ヲ執ルヘキコトヲ勸告ス本會議ハ特ニ單獨ニテ旅

La Conférence émet le vœu que le Conseil de la Société des Nations demande aux États parties aux Actes de 1904 et de 1910, ou prêts à y adhérer, de porter à 21 ans révolus l'âge indiqué à la lettre B du Protocole de clôture de 1910 et de prévoir que cet âge sera considéré comme un minimum que l'on recommande aux États d'élever encore.

V

La Conférence, se référant à l'article 5 de la Convention du 4 mai 1910 et désireuse de voir assurer de la manière la plus complète la répression des infractions prévues aux articles 1 et 2 de cette Convention, émet le vœu que, s'il n'existe pas de conventions d'extradition entre les parties contractantes, celles-ci prennent toutes les mesures qui sont en leur pouvoir pour l'extradition des personnes poursuivies ou condamnées pour les infractions susdites.

VI

La Conférence émet le vœu que tous les États adoptent, dans les questions d'émigration et d'immigration, des mesures administratives et législatives destinées à

行スル婦人及兒童ニ付其ノ出發地及到着地ニ於ケルノミナラス亦其ノ旅行中ニ於ケル保護ヲ與フルノ必要ニ關シ各國政府ノ注意ヲ喚起ス

六ノ二

國際移民委員會ニ對シテ注意ヲ喚起ス
本會議ハ婦人及兒童ノ賣買問題ニ關シ竝國際協定中ニ挿入スルコトアルヘキ確定的規定ヲ設クルノ望マシキコトニ關シ國際移民委員會ノ注意ヲ喚起ス

七

追放婦人
の歸還に
關する勸
告

本會議ハ他國ノ官憲ニ依リ追放セラレ又ハ該國ニ滞在スルコトヲ拒絕セラレタル婦人又ハ女兒カ其ノ本國ニ歸還スルニ付便宜ヲ與フル爲協同措置ヲ採ルヘキ旨婦人及兒童ノ賣買問題ニ關係アル國際協會ニ勸誘セムコトヲ勸告ス

八

揭示に關

千九百四年ノ協定第二條ニ關シ本會議ハ各國政府カ婦

婦人及兒童賣買禁止條約(一九二一年ノ國際會議最終議定書)

combattre la traite des femmes et des enfants. Elle signale, notamment, aux gouvernements la nécessité d'assurer la protection des femmes et des enfants voyageant seuls, tant au départ et à l'arrivée que pendant la durée du voyage.

VI bis.

La Conférence attire l'attention de la Commission internationale d'émigration sur la question de la traite et sur l'intérêt d'adopter des dispositions précises qui pourraient, éventuellement, être insérées dans un arrangement international.

VII

La Conférence émet le vœu que les associations internationales compétentes soient invitées à s'entendre sur les mesures à prendre par elles pour assurer le voyage, jusqu'à leur pays de destination, des femmes ou jeunes filles expulsées par les autorités d'un autre pays ou qui n'auraient pas été autorisées à y séjourner.

VIII

Se référant à l'article 2 de l'Arrangement de 1904, la

する勧告

人及女兒ニ對シ賣買ノ危險ヲ警告シ且宿泊及援助ヲ得ヘキ場所ヲ指示スル揭示ヲ停車場及港ニ掲クルコトヲ確保スル爲鐵道及船舶會社ト交渉セムコトヲ勧告ス

九

職業紹介
取締に關
する勧告

本會議ハ職業紹介所ノ免許及監督ニ關シ未タ立法上又ハ行政上ノ措置ヲ執ラサル國カ他國ニ職業ヲ求ムル婦人及兒童ノ保護ヲ確保スルニ必要ナル規則ヲ設クルコトヲ約セムコトヲ勧告ス

十

年報の供
与に關す
る勧告

本會議ハ聯盟理事會カ聯盟規約第二十三條ハニ從ヒ聯盟事務局ニ命シテ一切ノ聯盟國竝千九百四年ノ協定及千九百十年ノ條約ノ一切ノ當事國ニ對シ婦人及兒童ノ賣買ヲ防遏スル爲其ノ執リ又ハ執ラムトスル措置ニ關スル年報ヲ事務局ニ供與スヘキ旨要請セシメムコトヲ勧告ス右報告ハ各國カ他國ノ得タル經驗ニ依リ裨益ス

Conférence émet le vœu que les gouvernements interviennent auprès des administrations et des compagnies de transport pour assurer l'affichage gratuit, dans les stations de chemins de fer et dans les ports, d'annonces signalant aux femmes et aux jeunes filles les dangers de la traite et indiquant à quel endroit refuge et assistance leur sont réservés.

IX

La Conférence émet le vœu que les États qui n'ont pas encore pris des mesures législatives ou administratives, concernant l'autorisation et la surveillance des agences et bureaux de placement, s'engagent à édicter des règlements dans ce sens, en vue d'assurer la protection des femmes et des enfants cherchant du travail dans un autre pays.

X

La Conférence émet le vœu que le Conseil de la Société des Nations charge, en application de l'article 23 (c) du Pacte, le Secrétariat général de la Société de demander à tous les Membres de la Société et aux États qui sont parties contractantes de l'Arrangement de 1904 et de la Convention de 1910, de lui fournir annuellement

ルコトヲ得ル爲一切ノ聯盟國並前記條約及協定ノ一切ノ當事國ニ其ノ全文又ハ摘要ヲ送付スヘシ事務局ハ之カ爲各國政府ニ送付スヘキ質問書ヲ起草スルコトヲ得

本會議ハ又婦人及兒童ノ賣買ノ禁止ヲ目的トスル國際協會ニ其ノ事業年報ヲ事務局ニ供與スヘキ旨要請セムコトヲ勸告ス右年報ハ各國政府ノ年報ト同一ノ方法ヲ以テ之ヲ配付スヘシ

十一

本會議ハ國際聯盟ノ諮問機關トシテ五人又ハ六人ノ諸國代表委員及三人乃至五人ノ補助委員ヨリ成ル委員會ヲ組織シテ「婦人及兒童ノ賣買ニ關スル條約及協定ノ實施ノ一般監視」並本件ニ關スル一切ノ國際問題ニシテ委員會ノ審議ニ付セラルヘキモノニ付理事會ニ意見ヲ具申セシムヘキコトヲ勸告ス右委員會ハ何等ノ執行權又ハ直接權限ヲ有セサルヘシ

諮問委員
會設置に
關する勸
告

un rapport sur les mesures prises ou projetées par eux, en vue de réprimer la traite des femmes et des enfants. Ces rapports seront communiqués *in extenso* ou en résumé à tous les Membres de la Société et aux parties contractantes des actes susdits, afin que chaque pays puisse bénéficier de l'expérience des autres. Le Secrétariat général pourra, à ces fins, préparer un projet de questionnaire à adresser aux gouvernements.

La Conférence émet également le vœu que les associations internationales pour la répression de la traite soient invitées à adresser au Secrétariat général un rapport annuel sur leur activité. Ces rapports seront communiqués dans les mêmes conditions que ceux des gouvernements.

XI

La Conférence émet le vœu qu'une Commission, composée de cinq à six représentants des États et de trois à cinq assesseurs, soit instituée comme organe consultatif auprès de la Société des Nations, pour fournir des avis au Conseil "au sujet du contrôle général des accords relatifs à la traite des femmes et des enfants", ainsi que sur toutes les questions internationales concernant cette matière, qui pourraient lui être soumises pour examen.

右委員會ノ委員ノ任命權ハ聯盟理事會ニ屬ス

尤モ本會議ハ次ノ勸告ヲ爲スコトヲ望マント思惟ス

聯盟理事會ハ代表セラルヘキ國ヲ選定スルニ當リ成ルヘク一般の利害及地理的代表制ヲ考量スヘキコト竝委員中ノ一名ハ佛蘭西國政府（同政府ハ千九百四年ノ協定及千九百十年ノ條約ニ依リ一定ノ義務ヲ負擔シ且右協定及條約ニ從ヒ一切ノ報道ヲ蒐集スルコトヲ約シタリ同政府ハ更ニ右報道ヲ事務局ニ供與スヘキモノトス）ノ代表者タルヘキコト

補助委員ハ

(一) 婦人及兒童賣買禁止國際事務局

(二) 國際婦人協會

(三) 各別又ハ共同ニ左ノ國際協會

(イ) 女兒保護猶太協會

(ロ) 女兒保護國際「カトリック」協會

Cette Commission n'aurait aucune autorité ni pouvoirs directs.

Il appartiendra au Conseil de la Société des Nations d'en désigner les membres.

Toutefois, la Conférence estime devoir émettre les recommandations suivantes :

Que le Conseil tienne, autant que possible, compte des intérêts généraux et de la représentation géographique dans la désignation des États représentés et que l'un des membres soit un représentant de la France, pays qui a assumé certaines fonctions spéciales en vertu des Actes de 1904 et de 1910, et qui, de plus, fournira au Secrétariat général toute la documentation qu'il s'est chargé de réunir en vertu de ces Actes;

Que les assessseurs représentent :

1. Le Bureau internationale pour la répression de la traite;

2. Une organisation internationale féminine :

3. Les sociétés internationales suivantes, individuellement ou collectivement ;

a) Association juive pour la protection des jeunes filles ;

b) Association catholique international des œuvres

de protection de la jeune fille;

c) Fédération des Unions nationales des Amies de la jeune fille.

Que la Commission consultative se réunisse selon les besoins sur l'invitation du Conseil de la Société des Nations;

Que les dépenses de chaque représentant soit à la charge de l'État ou de l'Association qu'il représente;

Que la Commission se tienne en contact étroit, par l'intermédiaire des assessseurs, avec les organisations nationales et internationales, afin d'assurer la liaison et la coopération entre les efforts officiels et non officiels faits pour réprimer la traite.

XII

La Conférence émet le vœu que les gouvernements examinent la question de la traite des enfants et provoquent les recherches nécessaires pour découvrir les traitants et les déléter aux tribunaux répressifs.

Elle émet également le vœu que les gouvernements modifient les dispositions de leur lois civiles sur l'adoption, si ces dispositions sont de nature à donner naissance à des abus.

(ハ) 各國女兒保護協會聯合國

ヲ代表スヘキコト

諮問委員會ハ必要ニ應シ聯盟理事會ノ要求ニ依リ會合スヘキコト

各代表者ノ費用ハ其ノ代表スル國又ハ協會之ヲ負擔スヘキコト

右委員會ハ婦人及兒童ノ賣買禁止ノ爲ニスル公私努力ノ聯絡及協調ヲ確保スル爲補助委員ヲ介シテ各國内及國際機關ト接觸ヲ保ツヘキコト

十二

本會議ハ各國政府カ兒童ノ賣買問題ヲ考慮スヘキコト並賣買ニ從事スル者ノ搜索及處罰ノ爲必要ナル調査ヲ爲サシムヘキコトヲ勸告ス尙本會議ハ各國政府カ其ノ養子ニ關スル民法ノ規定ニシテ充分ナル保護ヲ與ヘサルトキハ之ヲ改正スヘキコトヲ勸告ス

兒童売買
問題に關
する勸告

十三

ト、レ、
ト、デ、
ブ、ラン
シ、
の改、正
の語
勸告

本會議ハ「トレート、デ、ブランシュ」（醜業ヲ行ハシムル爲ノ婦女賣買）ナル語ハ國際約定ノ本文ニ於テハ之ヲ「婦人及兒童」ナル語ニ改ムヘキコトヲ勸告ス

十四

政治、上、又
は軍事、上、又
の追放、上、又
退に關、す
る勸告

本會議ハ政治上又ハ軍事上ノ目的ノ爲ニスル婦人及兒童ノ單獨又ハ集合的追放ノ婦人及兒童ノ賣買ニ及ホス結果ニ留意シタルニ因リ國際聯盟ニ對シ人道ニ反スル右處置ヲ防遏スル爲關與セムコトヲ要求スルハ本會議ノ義務ナリト思惟ス

十五

諸協、會、に
對、す、る、謝
意、及、び、通
告、の、要、請

本會議ハ本會議ニ勸告ヲ寄セタル諸協會ニ對シ謝意ヲ傳フルコト
右勸告ハ特別委員會ノ審議ニ付セラレタルコト及右協會ノ關係セル問題ハ會議ニ於テ討議又ハ決定セラレタルコトヲ通告スヘキコトヲ聯盟事務局ニ要請ス

XIII

La Conférence émet le vœu que les mots "traite des blanches" soient remplacés dans les textes des accords internationaux par les mots "traite des femmes et des enfants."

XIV

L'attention de la Conférence ayant été attirée sur les conséquences qui résultent, au point de vue de la traite, des déportations individuelles ou collectives de femmes et d'enfants, ayant un caractère politique ou militaire, la Conférence a le devoir de demander à la Société des Nations d'accorder son intervention dans le but de supprimer de telles pratiques contraires aux lois de l'humanité.

XV

La Conférence prie le Secrétariat général de la Société des Nations de remercier, en son nom, les diverses associations dont les vœux lui ont été transmis et de les informer que ces vœux ont été soumis à l'examen d'une Commission spéciale et que les questions auxquelles ils se rapportent ont fait l'objet soit de délibérations, soit de décisions de

末
文

本會議ハ代表者ノ署名シタル最終議定書ノ原本ニ通ヲ
作成シ其ノ一通ハ之ヲ聯盟事務局ノ記録ニ寄託シ他ノ
一通ヲ聯盟理事會ノ處理ニ委スヘキコトヲ決定ス

本會議ハ聯盟理事會カ千九百四年ノ協定及千九百十年
ノ條約ヲ其ノ記録ニ保存スル佛蘭西國政府ニ第二ノ原
本ヲ送付スヘキ旨ノ希望ヲ表示ス

認證謄本ハ聯盟國及本會議ニ代表セラルル其ノ他ノ國
ニ之ヲ送付スヘシ

右證據トシテ代表議員ハ本書ニ署名ス
千九百二十一年七月五日「ジュネーヴ」ニ於テ原本ニ
通ヲ作成ス

(署名入ル)

la conférence.

La Conférence décide que deux exemplaires originaux
de l'Acte final signé par les délégués, seront établis. L'un
de ces exemplaires sera déposé aux archives du Secrétariat
de la Société des Nations et l'autre mis à la disposition
du Conseil.

La Conférence exprime le vœu que le Conseil de la
Société des Nations transmette le second exemplaire
original au Gouvernement français qui conserve dans ses
archives l'Arrangement de 1904 et la Convention de 1910.

Des copies certifiées conformes seront délivrées aux
Members de la Société et aux États représentés la
Conférence.

En foi de quoi les délégués ont signé le présent Acte.

Fait à Genève, le cinq juillet
mil neuf cent vingt et un, en
deux exemplaire originaux.

(Signatures).

(条一七・文化、社会)

FINAL ACT OF THE INTERNATIONAL CONFERENCE ON TRAFFIC IN WOMEN AND CHILDREN.

Done at Geneva, July 5th, 1921

Published December 21st, 1925

The International Conference on Traffic in Women and Children convoked in accordance with the Resolution of the Council of the League of Nations of February 22nd, 1921, met on June 30th, 1921, at the seat of the League at Geneva.

The Conference was charged by a Resolution of the Assembly of December 15th 1920, with the task of endeavouring to harmonise the opinions of the different Governments in order that common action may be taken.

The Council of the League nominated as the President of the Conference M. Michel Levie, Minister of State.

The Conference chose as Vice-President Miss Henni

Forchhammer.

The Secretary-General of the League of Nations appointed Dame Rachel Crowley as Secretary-General of the Conference, and M. Georges Kaeckenbeek as Legal Adviser.

The President and Vice-President, together with the Secretary-General and the Legal Adviser, have been designated by Conference to constitute its Bureau.

The States enumerated in the following list took part in the Conference, and for this purpose appointed the Delegates and Experts named bellow :—

Albania :

MM. M. Frasherî, delegate.

Austria :

Emmerich Pfügl, delegate.

Belgium :

H. La Fontaine, delegate.

M. A. Dullaert, technical adviser.

Brazil :

João Baptista Lopes, delegate.

S. Rangel de Castro, technical adviser.

Bulgaria :

S. Pomenow, delegate.

Canada :	M. V. Dendramis, delegate.
Mr. Obed Smith, delegate.	
Chile :	Hungary :
MM. Manuel Rivas Vicuña, delegate.	Professor Zoltan Baranyai, delegate.
China :	India :
Suntchou Wei, delegate.	Mr. S. M. Edwardes, delegate.
Hoo-Chi-Tsai, technical adviser.	Italy :
Czecho-Slovakia :	His Excellency the Marquis R. Paulucci Di Calboli, delegate.
Dr. C. Dusek, delegate.	Japan :
Denmark :	MM. Kunitoshi Yamaoka, delegate.
Miss Henni Forchhammer, delegate.	Shigetomo Sayegusa, technical adviser.
Esthonia :	Lithuania :
M. Charles Pusta, delegate.	Vaclovas Sidzikauskas, delegate.
France :	Monaco :
His Excellency M. Regnault, delegate.	Roussel, delegate.
Mme. De Witt-Schlumberger, deputy-delegate.	Netherlands :
MM. M. Barbier, technical adviser.	A. de Graaf, delegate.
Germany :	F. G. M. van Walsen technical adviser.
Dr. Th. Lewald, delegate.	Norway :
Pastor L. Hoppe, technical adviser.	Enevold Borch, delegate.
Great Britain :	Mlle. Elise Sem, deputy-delegate.
Mr. S. W. Harris, delegate.	Panama ;
Greece :	MM. R. A. Amador, delegate.

Poland and Danzig : J. Perłowski, <i>delegate</i> . Dr. Zum Busch, <i>technical adviser</i> . Portugal : MM. Bartholomeu Ferreira, <i>delegate</i> . Roumania : Margaritescu Greciano, <i>delegate</i> . Serb-Croat-Slovene State : Dr. Miloutine Yovanovitch, <i>delegate</i> . Siam : His Excellency Prince Charoon, <i>delegate</i> . South Africa : The Lady Phyllis Ponsonby, <i>delegate</i> . Spain : MM. Manuel de Cossio, <i>delegate</i> . Sweden : Johan Baath, <i>delegate</i> . Mme. Bugge Wicksell, <i>technical adviser</i> . Switzerland : MM. Ernest Béguin, <i>delegate</i> . F. Stämpfli, <i>technical adviser</i> . Uruguay : Afredo de Castro, <i>delegate</i> .	After the replies received by the Secretary-General to the Questionnaire, which was sent out on February 16th, 1921, to the different States, had been collated (see annexed report), and the matter had been discussed at the debates which are recorded in the minutes of the meetings, the Conference adopted the following Resolutions and Recommendations :— I Whereas the effective suppression of the Traffic in Women and Children would be promoted by the adoption, in as many States as possible, of common principles and similar measures; And whereas it appears essential, for this purpose, that these offences should be punishable by the laws of every State; And whereas the Agreement of May 18th, 1904, and the Convention of May 4th, 1910, contain principles and measures which are essential in this respect; And whereas the application, in as complete and general a manner as possible, of these Agreements would have the effect of securing a substantial improvement in the existing conditions;
---	--

The Conference recommends the Council of the League of Nations:

To urge upon all Members of the League and the other States which have not yet ratified the Agreement of May 18th, 1904, and the Convention of May 4th, 1910, or which have not yet adhered to them, the immediate importance of their ratifying or adhering to these instruments.

II

The Conference, anxious to provide for the protection of women and children, whatever their race or colour, recommends that the Council of the League of Nations should invite the States which are parties to the Agreement of May 18th, 1904, and to the Convention of May 4th, 1910, on the subject of the Traffic in Women and Children, as well as the States which have not yet adhered to these instruments, to notify their adherence also on behalf of their colonies and dependencies.

III

The Conference recommends that the Council of the

League of Nations should request Governments to provide in their legislation for the punishment not only of the offences specified in Articles 1 and 2 of the Convention of May 4th, 1910, but also of any attempt to commit such offences, within legal limits of "actes préparatoires".

IV

The Conference recommends that the Council of the League of Nations should request the States which are parties to the instruments of 1904 and 1910, or are ready to adhere to them, to extend to the completion of 21 years the age indicated under B of the closing Protocol of 1910 and to provide that this age shall be considered as a minimum which States are recommended further to increase.

V

With reference to Article 5 of the Convention of May 4th, 1910, the Conference, anxious that the most effective measures should be taken for the punishment of the offences specified in Articles 1 and 2 of the said Convention, recommends that: States should take all

measures within their power to extradite or provide for the extradition of persons accused of or sentenced for the above mentioned offences whenever extradition is not provided for by existing treaties.

VI

The Conference recommends, in connection with the question of emigration and immigration, that all States should adopt such administrative and legislative measures as are required to check the Traffic in Women and Children. It particularly draws the attention of Governments to the necessity of providing for the protection of women and children travelling alone not only at the points of departure and arrival, but also during the journey.

VI bis.

The Conference draws the attention of the International Commission on Emigration to the question of the Traffic in Women and Children, and to the desirability of framing definite provisions which could eventually be inserted in an international agreement.

VII

The Conference recommends that the International Associations concerned with the Traffic in Women and Children be invited to take concerted measures so as to provide for the return to their own country of women or girls who may have been expelled by the authorities of another country or may have been refused permission to stay there.

VIII

With reference to Article 2 of the Agreement of 1904, the Conference recommends that Governments should approach Railway and Shipping Companies in order to secure the exhibition, in railway stations and in ports, of notices warning women and girls of the dangers of the traffic, and indicating the places where they can obtain accommodation and assistance.

IX

The Conference recommends that States which have not already taken legislative or administrative measures regarding the licensing and supervision of

employment agencies and offices, should undertake to prescribe such regulations as are required to ensure the protection of women and children seeking employment in another country.

X

The Conference recommends that the Council of the League of Nations should, in pursuance of Article 23 (c) of the Covenant, direct the Secretariat to request all Members of the League and all States which are parties to the Agreement of 1904 and to the Convention of 1910, to supply it with an annual report on the measures taken or contemplated by them in order to check the Traffic in Women and Children. These reports shall be communicated, either in full or in the form of a summary, to all Members of the League and to all States which are parties to the above mentioned instruments, so that every country may benefit by the experience gained by the others. The Secretariat may, for this purpose, draft a questionnaire to sent to the Governments.

The Conference also recommends that the International Associations for the suppression of the

Traffic should be requested to furnish the Secretariat with an annual report on their work. These reports should be circulated in the same way as those of the Governments.

XI

The Conference recommends that a Committee consisting of five or six representatives of States and of three to five assessors should be constituted as an advisory body to the League of Nations, in order to advise the Council as to "the general supervision over the execution of agreements with regard to the Traffic in Women and Children," and also as to all international questions relative to this matter, which may be submitted to the Committee for its consideration. It would have no authority or direct power.

The appointment of the members of this Committee would rest with the Council of the League of Nations.

The Conference, however, thinks it desirable to make the following recommendations:—

That the Council should, so far as possible, when selecting the States to be represented, take into account general interest as well as geographical

representation, and that one of the members should be a representative of the French Government, which has assumed certain obligations in virtue of the instruments of 1904 and 1910, and will furnish the Secretariat with all the information which it has undertaken to collect in pursuance of these instruments;

That the assessors should represent:

- (1) The International Office for the Suppression of the Traffic;
- (2) A Women's International Organisation;
- (3) The following international societies, either individually or collectively:
 - (a) The Jewish Association for the Protection of Girls;
 - (b) The International Catholic Association for the Protection of Girls;
 - (c) The Federation of National Unions for the Protection of Girls;

That the Advisory Committee should meet, when required, at the request of the Council of the League of Nations;

That the expenses of each representative should be borne by the State or Association which he represents;

That the Committee should keep in close touch, through the agency of the assessors, with the national and international organisations, in order to ensure the co-ordination and co-operation of the official and unofficial efforts made for the suppression of the Traffic.

XII

The Conference recommends that the Government should consider the question of the Traffic in Children, and should cause the necessary enquiries to be undertaken for the discovery of persons engaged in this Traffic and for their prosecution.

It also recommends that the Governments should amend the provisions of their civil laws regarding adoption of children if these provisions do not afford sufficient protection.

XIII

The Conference recommends that the words "White Slave Traffic" should be replaced in the texts of international instruments by the words "Traffic in Women and Children".

XIV

The attention of the Conference having been drawn to the consequences which, from the point of view of the Traffic in Women and Children, follow the deportations, individual or collective, of women and children for political or military purposes, the Conference feels it incumbent upon it to request the League of Nations to intervene in order to prevent such practices, which are contrary to the laws of humanity.

XV

The Conference requests the Secretariat of the League to convey its thanks to the various Associations whose recommendations have been transmitted to it, and to inform them that these recommendations have been submitted for consideration to a special Committee, and that the questions with which they deal have been discussed or decided by the Conference.

The Conference decided that two original copies

of the Final Act signed by the delegates should be prepared, one copy to be deposited in the archives of the Secretariat of the League of Nations and the other copy to be placed at the disposal of the Council of the League.

The Conference express the wish that the Council should send the second original copy to the French Government, which keeps in its archives the Agreement of 1904 and the Convention of 1910.

Certified copies shall be sent to the Members of the League and to the other States represented at the Conference.

In faith whereof the delegates have signed the present Act.

Done at Geneva, the fifth July
in the year one thousand nine
hundred and twenty-one, in
two original copies.

(Signatures).